

DEPARTEMENT DU VAR

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

COMMUNE DU PRADET

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE**à****la modification du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral
entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne**

du 29 septembre au 29 octobre 2020

Décision n° E 20000005/83 du 29 janvier 2020
Tribunal administratif de Toulon

Arrêté Préfectoral n° DDTM/SAGJ – 2020/07 du 10 septembre 2020

CONCLUSIONS

La Présente enquête publique, relative à la modification du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne est effectuée conformément aux prescriptions du Code de l'urbanisme et de celui des relations du public avec l'administration.

Sur le fond de l'enquête, le sentier littoral instauré par la loi de 1976 a été ouvert entre les plages des Bonnettes et de la Garonne sur la commune du Pradet en sur le domaine public maritime (DPM),

En 2011, Malgré la réalisation de travaux conséquent de confortement de la falaise qui le domine, il a dû être fermé suite à des éboulements. La réalisation de nouveaux travaux ne pouvant garantir dans le temps une protection suffisante et portant atteinte au caractère du bord de mer, classé espace remarquable, l'Etat et les collectivités ont alors étudié un dévoiement, par report de la servitude en haut de falaise, avec un recul suffisant pour assurer un passage sécurisé,

Dans ce but, plusieurs réunions ont eu lieu pour définir le tracé, dont certaines associant les propriétaires des terrains impactés par le déport de servitude, conformément aux prescriptions réglementaires, à savoir l'association syndicale libre du lotissement Jeanne d'Arc, le directeur de l'institut Bel Estello et celui du Centre départemental de l'enfance (CDE). Tous ont donné un accord de principe dès juillet 2011, chacun apportant des précisions et demandant quelques garanties. . Dès lors, les rencontres suivantes ont essentiellement concerné les difficultés rencontrées au niveau du CDE, pour ne pas troubler la quiétude des enfants.

Les demandes initiales en 2011 de l'ASL Jeanne d'Arc, de mise en place d'un portail sécurisant la résidence après suppression du portillon de l'escalier et cession de celui-ci à la collectivité, ont été mises de côté, et n'apparaissent pas dans le projet soumis à enquête publique, car considérées comme relevant non pas de la modification de la servitude elle-même, mais de la réalisation du tracé en résultant.

D'autre part, même si le projet de tracé ne traverse pas la propriété de l'Enclave, ne rendant pas obligatoire des contacts avec ses représentants, il avait été constaté, dès 2011, que le tracé allait longer le mur du parking de cette copropriété ; il aurait alors été prudent d'en associer une représentation des propriétaires aux réunions, ce qui n'a pas été le cas.

Dès lors, il n'est pas étonnant que les propriétaires, et/ou locataires de ces copropriétés s'élèvent contre le projet, et font tout pour multiplier les avis défavorables, en multipliant les interventions, avec des arguments parfois erronés ou fallacieux.

Sur la procédure, la publicité de l'enquête, comme indiqué dans le rapport, a bien été conforme à la réglementation, en comportant deux publications dans la presse, les 15 septembre et 6 octobre, mais c'est manifestement un article de Var Matin sur le sujet qui a attiré l'attention des intéressés qui n'avaient pas vu la première publication de l'avis.

De même, si l'affichage de l'avis, certifié par le maire, satisfaisait aux exigences, il est regrettable qu'il n'ait pas été jugé nécessaire de l'afficher sur les lieux, comme tel est le cas pour la plupart des enquêtes, le public ne faisant pas toujours la différence entre les réglementations différentes des uns et des autres.

C'est pourquoi, Arnaud d'ESCRIVAN, commissaire enquêteur, désigné par le président du tribunal administratif de Toulon par décision n° E 20000005/83 du 29 janvier 2020.

Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM/SAGJ – 2020/07 du 10 septembre 2020, portant ouverture et organisation d'une l'enquête publique portant ouverture et organisation d'une enquête publique au titre des articles L. 121-31 à 121-37 et R. 121-9 à 121-32 du code de l'urbanisme relative au projet de modification du tracé de la servitude de passage des piétons le long du littoral entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne sur la commune du Pradet.

Vu le code de l'urbanisme en ses articles sus cités.

Vu le code des relations du public avec l'administration en ses articles articles L. 134-1 à L. 134-35

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique.

Vu les observations déposées par le public, tant sur les registres que par courriers et/ou courriels.

La procédure de publicité de l'enquête ayant été respectée, a minima, sans affichage de l'avis sur les lieux.

Le tracé soumis à enquête étant le seul possible pour respecter la sécurité des piétons et les contraintes paysagères du pied de falaise.

Les relations avec des propriétaires riverains du tracé retenu n'ayant plus été entretenues depuis les premières réunions de définition de ce tracé, lotissement Jeanne d'Arc, voire n'ayant jamais été établies avec la copropriété « l'Enclave », pour laquelle elles n'étaient pas juridiquement obligatoires, mais alors même que la sécurité en haut de falaise contraignait à réduire la distance de 15 mètres par rapport à sa clôture et à faire passer le tracé le long du mur du parking de cette résidence.

émet un avis favorable

au projet de modification du tracé
de la servitude de passage des piétons le long du littoral
entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne sur la commune du Pradet.

Sous réserve que la notice explicative soit complétée en son paragraphe 5, à titre indicatif, de la liste des travaux complémentaires demandés par les deux copropriétés, Jeanne d'Arc et l'Enclave, établie au préalable en concertation avec leurs représentants.

Toulon, le 25 novembre 2020

Le commissaire enquêteur



Arnaud d'ESCRIVAN